

# L'approche « One Health » au sein des agences d'évaluation des risques : renforcer les stratégies de transformation au service de la santé de la planète

Par le Conseil scientifique de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)

**Dans le contexte de la triple crise planétaire (changement climatique, perte de la biodiversité et pollution) et de la raréfaction des ressources économiques, le besoin de stratégies collaboratives résilientes est urgent.** Chaque jour, les médias relaient des messages complexes et alarmants sur diverses sources de préoccupation telles que les polluants persistants, les menaces dues aux agents pathogènes d'origine alimentaire, la dissémination généralisée des (micro)plastiques, l'introduction d'espèces envahissantes, le changement climatique ou l'intensification des risques naturels.

Les facteurs de risque ne peuvent être considérés uniquement pour leur impact sur les êtres humains : leurs effets doivent également être évalués sur les animaux, les plantes, l'eau, le sol, l'air et l'environnement à l'échelle mondiale, en tenant compte de la dimension sociétale et des échelles de temps appropriées. Il s'agit de l'approche « One Health » (Une seule santé) telle que définie par le « Groupe d'experts de haut niveau One Health »<sup>1</sup> :

*One Health est une approche intégrée et unificatrice qui vise à équilibrer et à optimiser de manière durable la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. Elle reconnaît que la santé des êtres humains, des animaux domestiques et sauvages, des plantes et de l'environnement au sens large (y compris les écosystèmes) est étroitement liée et interdépendante.*

**L'approche « One Health » nous invite à repenser la manière dont la santé, les écosystèmes et les activités humaines sont interconnectés et doivent être abordés conjointement.**

Les experts scientifiques doivent passer d'une méthode de travail traditionnelle, cloisonnée en disciplines verticales, à des approches multidisciplinaires et intersectorielles afin de mieux évaluer les risques et de recommander des solutions de manière globale.

L'évaluation des risques doit s'appuyer sur une science robuste et indépendante, incluant les sciences sociales et humaines, afin d'engager les citoyens et les décideurs dans des mesures d'adaptation et de transition plutôt que d'imposer des changements brusques et potentiellement impopulaires. Cela oblige les organismes publics chargés d'évaluer les risques sanitaires à investir à long terme dans une recherche adéquate afin d'anticiper les risques et, par conséquent, de limiter la gestion de crise pour lui préférer la prévention, la préparation et l'anticipation, avec la participation de toutes les parties prenantes (société civile, secteur privé, etc.).

Dans ce contexte, le rôle des institutions scientifiques ne consiste pas seulement à évaluer les risques, mais aussi à aider les décideurs politiques et les populations à gérer des transitions complexes en fournissant des perspectives scientifiques indépendantes et interdisciplinaires de long terme.

<sup>1</sup> L'OHHLEP est le groupe consultatif scientifique et stratégique « One Health » de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA, ex OIE).

Les agences publiques d'évaluation des risques ont une responsabilité particulière puisqu'elles contribuent à une prise de décision fondée sur des données probantes, dans les situations où les défis liés à l'environnement, à la santé animale et à la santé humaine se rejoignent.

**En France, l'Anses suit depuis longtemps une approche opérationnelle multidisciplinaire face aux défis « One Health ».** Son Conseil scientifique, composé d'experts français, européens et internationaux, l'encourage à maintenir cette dynamique et à réaliser son

ambition One Health en s'appuyant sur des ressources internes et des partenariats externes en Europe et au-delà, ainsi que par le biais de réseaux clés tels que l'Association européenne One Health (EOHA).

**Les experts « One Health » du Conseil scientifique de l'Anses participeront à la conférence scientifique internationale « One Health » qui se tiendra à Lyon le 6 avril 2026 et au Sommet « One Health » qui suivra le 7 avril 2026, mettant ainsi en avant les priorités scientifiques d'action au service de la planète.**

---

**Mme Marta Hugas**, à la retraite, ancienne scientifique en chef, EFSA - Autorité européenne de sécurité des aliments (Espagne).

**Mme Francine Behar-Cohen**, professeure d'université - praticienne hospitalière en ophtalmologie, Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) - Université Paris Cité (France)

**M. Antoon Opperhuizen**, directeur du Bureau d'évaluation des risques et de la recherche, Autorité néerlandaise de sécurité des aliments et des produits de consommation (NVWA) (Pays-Bas)

**M. Hein Imberechts**, conseiller en soutien scientifique, Sciensano (Belgique)

**M. Per Bergman**, retraité, ancien chef du département d'évaluation des risques et des bénéfices, Agence nationale de l'alimentation – Livsmedelsverket (Suède)

**M. Claude Bragard**, professeur, président de l'Institut de microbiologie appliquée et de phytopathologie Earth & Life, Université catholique de Louvain (Belgique)

**M. François-Xavier Devetter**, professeur d'économie, Université de Lille (France)

**M. Michael Eschbaumer**, chef de laboratoire, Institut de virologie diagnostique, Friedrich-Loeffler-Institut (FLI) – Institut fédéral de recherche sur la santé animale (Allemagne)

**Mme Ulricke Felt**, professeure d'études scientifiques et technologiques, Université de Vienne (Autriche)

**M. Emmanuel Flahaut**, directeur de recherche, CNRS (Centre national de la recherche scientifique) (France)

**Mme Pikka Jokelainen**, responsable de fonction One Health au Statens Serum Institut (Danemark) ; professeure adjointe de parasitologie zoonotique à l'Université d'Helsinki (Finlande).

**Mme Francine Laden**, professeure d'épidémiologie environnementale, École de santé publique T.H. Chan de Harvard (États-Unis)

**M. Fabrice Laurent**, directeur de recherche, directeur adjoint du département Santé animale d'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) (France)

**M. François Mariotti**, professeur de nutrition humaine, AgroParisTech (France)

**M. Marco Martuzzi**, directeur du département Environnement et santé, ISS (Istituto Superiore di Sanità - Institut national de la santé) (Italie)

**Mme Claire Neema**, professeure de phytopathologie, Institut Agro Montpellier (France)

**M. Karsten Nockler**, chef du département Sécurité biologique, Institut fédéral d'évaluation des risques (BfR) (Allemagne)

**Mme Shobita Parthasarathy**, professeure d'analyse des politiques publiques, Université du Michigan (États-Unis)

**M. Yves Roquelaure**, professeur d'université - praticien hospitalier (PU-PH) en pathologie du travail et environnementale, Centre

hospitalier universitaire (CHU) d'Angers – Université d'Angers (France)

**M. Noël Tordo**, directeur de l'Institut Pasteur de Guinée

**M. Mathieu Valcke**, conseiller scientifique spécialisé, Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) (Canada)

**M. Arjen Van De Giessen**, directeur du Centre pour les zoonoses et la microbiologie environnementale, Institut national néerlandais pour la santé publique et l'environnement (RIVM) (Pays-Bas)

**M. Xavier Van Huffel**, retraité, ancien directeur de la Direction générale de l'évaluation des risques, Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Belgique)

**M. David Vernez**, chef du département santé, travail et environnement, Unisanté, Université de Lausanne - Centre de médecine générale et santé publique (Suisse)